

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 233/03

ÉFAI – 030504 – ASA 21/039/2003

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées
ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS / PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ

INDONÉSIE quatre hommes hospitalisés à Bulukumba et surveillés par des policiers armés :

Saddar bin Bahar (h), 27 ans

Salassa bin Tarigu (h), 40 ans

Siing bin Sattu (h), 19 ans

Sappewalli (h), 19 ans

dix-huit personnes (dont les noms figurent plus bas) détenues au *Polres* (siège de la police) de Bulukumba

ainsi que deux personnes (dont les noms figurent plus bas) détenues au *polsek* (poste de police) de Kendang

cinq hommes tués :

Barra bin Badullah (h), 41 ans

Campe (h), 31 ans

Ansu bin Muso (h), 25 ans

Raju (h)

Muharram (h), 50 ans

Londres, le 4 août 2003

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de 24 personnes actuellement détenues dans la province de Sulawesi-Sud. Certaines sources indiquent que plusieurs d'entre elles ont été battues pendant leur détention et n'ont pas bénéficié de soins médicaux pour les blessures qui leur ont été infligées lors de leur arrestation.

Le 21 juillet, un millier de cultivateurs du village de Bonto Mangiring, situé dans le sous-district de Bonto Mangiring (district de Bulukumba, province de Sulawesi-Sud), ont occupé des terres exploitées par la société PT PP London Sumatera Indonesia TBK pour une plantation de caoutchouc et ont entrepris d'abattre des arbres à caoutchouc. Environ 200 membres des forces de police de Bulukumba, de Bantaeng, de Sinjai et de la *Brigade Mobil* (*Brimob*, brigade de police mobile) ont été envoyés sur place pour disperser les paysans. On ne sait précisément qui a déclenché les violences qui ont suivi. Selon certaines informations, les policiers ont ouvert le feu sur la foule d'agriculteurs mécontents sans faire de sommation. D'après la version donnée par la police, les membres des forces de l'ordre ont agi en état de légitime défense après avoir été attaqués par des cultivateurs armés de couteaux, de lances et de cocktails Molotov.

Au moins cinq personnes auraient succombé à des blessures par balle reçues lors des affrontements. Barra bin Badullah et Muharram auraient été tués d'une balle dans la tête, tandis que Campe et Raju sont morts après qu'on leur a tiré dans la poitrine. Ansu bin Muso est mort le 25 juillet à l'hôpital de Bulukumba des suites d'une blessure par balle à la jambe.

Quarante-deux personnes auraient été arrêtées à la suite de ces événements. Parmi elles, 18 sont toujours détenues au *Polres* (siège de la police) de Bulukumba, où il y a tout lieu de croire qu'elles ont été battues et intimidées par des policiers. Il s'agit de Dahlan bin Mappa (h), trente ans, Darman bin Sapa (h), vingt-quatre ans, Baya bin Selle (dont on ignore le sexe), vingt ans, Burhanuddin bin Gea (h), Russak bin Manneng (h), Gea bin Adam (h), Tamrin bin Pananro (h), Odding bin Baco (h), Johan bin Mantahia (h), Sapa bin Tana (h), Sembang bin Sumbu (h), Barwis bin Muso (h), Nasir bin Matta (h), Balluto bin Cupang (h), Saktraing bin Pabahara (h), Juli bin Bahar (h), Hj. Badaria (dont on ignore le sexe), quarante-cinq ans, et Bece binti Baco (f). Gea bin Adam aurait été blessé par balle au bras, et Dahlan bin Mappa, Darman bin Sapa ainsi que Baya bin Selle ont les yeux tuméfiés. Selon les informations recueillies, aucune personne détenue au siège de la police de Bulukumba n'a pu bénéficier de soins médicaux.

Saddar bin Bahar, Salassa bin Tarigu, Siing bin Sattu et Sappewalli, tous blessés par balle, sont actuellement à l'hôpital de Bulukumba, sous la surveillance de la police. Andi Baso Riadi et Andi Mappasomba, qui se sont rendus à la police lorsqu'ils ont

appris qu'ils étaient recherchés, sont en garde à vue au *polsek* (poste de police) de Kendang. Ces deux hommes appartiennent à la *Yayasan Pendidikan Rakyat* (YPK, Fondation pour l'éducation populaire), qui milite en faveur de la démocratie et des droits humains. La police a accusé des membres de l'YPK d'avoir incité les paysans à occuper les terres. Plusieurs membres de cette organisation ont été inscrits sur une liste de personnes recherchées. Par ailleurs, le bureau de l'YPK ainsi que les domiciles de plusieurs militants et de leurs parents ont fait l'objet de perquisitions.

Les personnes détenues auraient été autorisées à s'entretenir avec des avocats, mais Amnesty International pense qu'elles sont toujours menacées de torture et d'autres formes de mauvais traitements ; en outre, l'organisation est préoccupée par les informations selon lesquelles on ne leur a pas permis de bénéficier de soins médicaux adaptés.

Le 30 juillet, la *Komisi Nasional Hak Asasi Manusia* (*Komnas HAM*) (Commission nationale des droits humains) a envoyé dans la province de Sulawesi-Sud une équipe chargée d'enquêter sur d'éventuelles violations des droits humains.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en bahasa indonesia, en anglais ou dans votre propre langue) :

– faites part de l'inquiétude que vous inspirent les informations selon lesquelles les personnes actuellement détenues ont été battues, et exhortez les autorités indonésiennes à garantir leur sécurité, en s'assurant notamment qu'elles ne seront plus victimes de mauvais traitements, voire d'actes de torture, ni de violations de leurs droits fondamentaux ;

– demandez instamment qu'il soit permis sans délai à ces personnes de recevoir des soins médicaux, conformément aux normes internationales telles que l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, adopté par les Nations unies ;

– dites-vous préoccupé par le fait que la police a peut-être eu recours à une force excessive, faisant plusieurs morts et blessés ;

– réjouissez-vous de l'ouverture d'une enquête par la *Komisi Nasional Hak Asasi Manusia* (*Komnas HAM*) (Commission nationale des droits humains) et demandez instamment que des investigations complètes et indépendantes soient menées sur les violations présumées des droits humains, que les conclusions en soient rendues publiques et que toute personne soupçonnée d'avoir commis des atteintes aux droits humains soit déférée à la justice et jugée dans le cadre d'un procès conforme aux normes internationales d'équité.

APPELS À :

Chef de la police nationale :

Com. Gen. D'ai Bachtiar
Kepala Kepolisian Republik Indonesia
Markas Besar Kepolisian RI
Jl. Trunojoyo 3, Kebayoran Baru
Jakarta Selatan, Indonésie

Télégrammes : Kapolri, Markas Besar Kepolisian RI, Jakarta Selatan, Indonésie

Fax : +62 21 720 1402

Formule d'appel : *Dear Commander General, / Mon Général, (si c'est un homme qui écrit) ou Général, (si c'est une femme qui écrit)*

Chef de la police de la province de Sulawesi-Sud :

Inspektur Jenderal Yusuf Manggabarani
Kapolda Sulawesi Selatan
Jl. Perintis Kemerdekaan KM 16
Makassar, Sulawesi Selatan
Indonésie

Télégrammes : Kapolda Sulawesi Selatan, Makassar, Sulawesi Selatan, Indonésie

Formule d'appel : *Dear Inspector General, / Monsieur le Chef de la police,*

COPIES À :

Présidente de la République indonésienne :

Megawati Sukarnoputri
President RI
Istana Merdeka
Jakarta 10110, Indonésie

Fax : +62 21 345 2685 / 526 8726

Formule d'appel : *Dear President, / Madame la Présidente de la République,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Indonésie dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 15 SEPTEMBRE 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.